



# LE DEVOIR

POINT CHAUD

## À l'assaut du mythe Obama

John R. MacArthur voit dans le président un homme très vulnérable devant les forces réactionnaires

Né au sein d'une riche famille américaine, John R. MacArthur fait carrière comme journaliste et essayiste. Ses écrits sont fortement marqués à gauche. Lux Éditeur vient de publier *L'illusion Obama*, un recueil de chroniques parues entre 2008 et 2012 dans *Le Devoir*, *Harper's Magazine* (dont il est l'éditeur) et le *Toronto Star*.

CLAUDE LÉVESQUE

John R. MacArthur se disait plus « déprimé » que surpris au lendemain de la prestation plutôt terne qu'a livrée Barack Obama contre Mitt Romney la semaine dernière. Que le président sortant n'ait pas attaqué son adversaire sur sa déclaration d'impôt ou que ce soit ce dernier, supposément plus à droite que lui, qui ait dit que les banques s'en sont tirées à trop bon compte, tout cela « renforce mon idée qu'Obama est un outil de la machine, un type très conservateur, un politicien du centre droit et pas un type qui va faire bouger les choses ou changer la donne. »



John R. MacArthur

En 2007, quand le sénateur de l'Illinois suscitait l'extraordinaire vague d'enthousiasme qui allait le porter jusqu'au bureau ovale de la Maison-Blanche l'année suivante, John MacArthur faisait déjà bande à part dans les cercles de la gauche américaine.

« J'ai l'avantage d'avoir grandi à Chicago, dont je connais bien la machine démocrate, explique-t-il en entrevue au *Devoir*. Je sais que pour faire avancer sa carrière dans cette machine, Obama a dû rendre des services à ses barons, qui sont les plus réactionnaires de toute l'Amérique au niveau local. C'est l'idéologie du pouvoir pour le pouvoir, c'est le contraire de la réforme. »

Le journaliste cite cette anecdote: un conseiller municipal chevronné a voulu devenir maire de Chicago, mais il en a été empêché parce

VOIR PAGE A 8 : OBAMA

**Lire aussi** | Obama a perdu son avance sur Romney à la suite du débat. Page B 2

## AUJOURD'HUI



**Le Monde** | Escalade des tensions entre la Syrie et la Turquie. Page B 1

**Canada** | Quatre régimes de retraite sur dix doutent de pouvoir atteindre leurs objectifs de rendement au cours des cinq prochaines années. Page A 4



Avis légaux..... B 5  
Décès..... B 6  
Météo..... B 8  
Mots croisés..... B 3  
Petites annonces..... B 6  
Sudoku..... B 4

## LES VIEUX MURS PERDENT LA MÉMOIRE



PHOTOS FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR

Des publicités peintes sur des murs de Montréal à une époque révolue et qui disparaissent lentement.

Ci-dessus: rue Saint-Jacques, à l'angle de McGill. Ci-contre: rue De Castellnou, près de Saint-Denis. Elles sont l'objet d'un livre de Réjane Bougé: *Sur les murs d'un Montréal qui s'efface*.



## Une histoire de Montréal s'efface lentement des briques de la ville

L'auteure Réjane Bougé consacre un livre aux grandes réclames murales devenues anachroniques

CAROLINE MONTPETIT

C'est en regardant l'immense publicité murale du Palace Hotel, dans le Plateau Mont-Royal où elle a grandi, que Réjane Bougé a compris le sens du mot « champêtre », que sa famille utilisait à la maison. « Chantepleure dans chaque chambre, running water in every room », pouvait-on lire à même le mur de briques.

« Avant de lire l'inscription au dos du Palace Hotel, je ne savais pas que ce mot dérivait de "chantepleure" qu'il n'en était qu'une contraction. Jamais je n'aurais pu penser que cet endroit mal famé par excellence, sis à l'est du Plateau Mont-Royal, puisse me donner une leçon de français! », écrit Réjane Bougé dans le livre *Sur les murs d'un Montréal qui s'efface*, qui vient de paraître aux éditions Fides, avec des photos de Michel Niquette.

En parallèle aux images de ces grandes pu-

blités murales qui s'écaillent doucement sur les murs de la ville, l'auteure retrace son enfance de fille d'épicier du Plateau Mont-Royal, à une époque où les conserves se vendaient à trois pour 25 sous et où les publicités de tabac étaient permises partout.

C'est d'ailleurs, ironiquement, lorsqu'un incendie a dévoilé une grande publicité murale de tabac Old Chum, rue Masson, en 2008, que l'idée vient à Réjane Bougé d'écrire ce livre sur cette histoire de Montréal qui s'efface peu à peu. Le Palace Hotel était précisément situé à deux pas des « Epicerie Québec Groceries », à l'angle de Mont-Royal et Messier, que ses parents avaient rachetées à des commerçants juifs, et qu'on peut contempler sur une photo sépia. « Qualifier quelqu'un d'épicier, le Robert historique le précise, c'est dire de lui que ses idées ne se haussent pas au-dessus du commerce », écrit-elle d'entrée de jeu. C'est pourtant à tra-

VOIR PAGE A 8 : HISTOIRE

## SOMMET INTERNATIONAL DES COOPÉRATIVES

# Marois plaide pour plus d'équité fiscale

ALEXANDRE SHIELDS à Québec

La première ministre Pauline Marois a profité lundi de la cérémonie d'ouverture du premier Sommet international des coopératives pour réitérer sa volonté de s'assurer que, sur le plan fiscal, tous les contribuables contribuent en fonction de leurs revenus, une allusion à son projet critiqué de hausser les impôts payés par les citoyens québécois les mieux nantis. La chef péquiste a aussi tenu à associer les valeurs défendues par le modèle coopératif à celles de son gouvernement.

« Nous avons le devoir de garder le contrôle de nos budgets pour faire face à nos responsabilités sociales. Mais cette obligation de rigueur serait privée de sens sans l'objectif de bâtir une société plus équitable, plus respectueuse de ses citoyens. Ainsi, nous devons nous montrer justes, demander à chacun de faire sa part en proportion de ses moyens, tout en nous montrant disciplinés dans notre gestion budgétaire et en contrôlant rigoureusement nos dépenses », a fait valoir M<sup>me</sup> Marois devant un parterre de délégués issus du mouvement coopératif réunis au Centre des congrès de Québec.

La première ministre, qui a refusé de répondre aux questions des journalistes après son

VOIR PAGE A 8 : MAROIS

**Lire aussi** | Davantage d'impôt pour les mieux nantis, demande l'Institut Broadbent. Page A 3

## VENEZUELA

# Le large soutien populaire à Chávez confirmé

Mais l'opposition sort renforcée de l'élection présidentielle

ANNA PELEGRI

Hugo Chávez a nettement remporté dimanche sa quatrième élection présidentielle et pourra donc poursuivre pendant six ans sa révolution socialiste au Venezuela avec l'appui des classes populaires, mais il devra désormais compter avec une opposition sortie unie et renforcée du scrutin.

Au pouvoir depuis 1999, M. Chávez s'est imposé avec 54,8% des suffrages face à son jeune concurrent, Henrique Capriles Radonski (44,5%), soit une différence d'environ 1,5 million de voix, le résultat le plus serré jamais obtenu par l'opposition en 14 ans, d'après des résultats portant sur 95,5% des bulletins.

La forte participation, supérieure à 80%, permet en outre aux deux hommes de revendiquer un soutien massif à leurs projets antagonistes.

VOIR PAGE A 8 : CHÁVEZ

**Lire aussi** | La chronique de François Brousseau: Chávez pour toujours? Page B 1



LUIS ACOSTA AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président vénézuélien Hugo Chávez saluant des partisans avant d'aller voter dimanche.

## ACTUALITÉS

## SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

## Pas de duel en vue entre Marois et Harper

FANNIE OLIVIER  
à Ottawa

L'expression de points de vue divergents, mais pas nécessairement de coups d'éclat: Stephen Harper et Pauline Marois se rencontreront pour une toute première fois en fin de semaine, à l'étranger, et ceux qui s'attendent à des affrontements publics pourraient se méprendre.

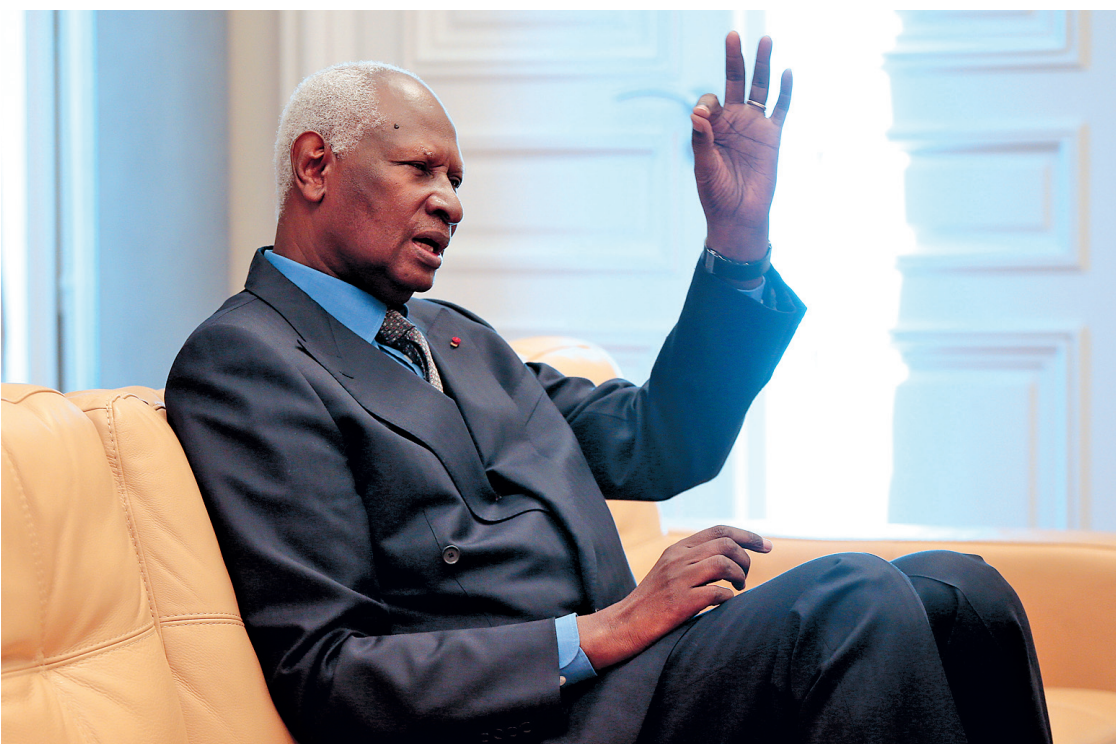
Le calendrier a voulu que la première rencontre entre les deux politiciens ait lieu en République démocratique du Congo (RDC), à l'occasion du 14<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, du 12 au 14 octobre prochains. Il s'agira du tout premier voyage à l'étranger de M<sup>me</sup> Marois à titre de première ministre du Québec, et d'une occasion pour elle de donner un avant-goût du ton qu'elle adoptera face au gouvernement fédéral.

Le ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur, Jean-François Lisée, assure que Québec prendra sa place dans le cadre de cette rencontre. «Le Québec va s'affirmer, va prendre ses positions en fonction de ses intérêts, en fonction de ses sensibilités. Et on s'attend à ce que le Canada fasse de même», a-t-il signalé en entrevue.

Quant à la possibilité que M<sup>me</sup> Marois tente de se faire remarquer par un coup d'éclat ou un coup de gueule, M. Lisée reste prudent. «Je ne réfléchis pas en ces termes-là.»

Du côté d'Ottawa, on ne craint pas spécialement que le chef péquiste tente de monopoliser l'attention aux dépens d'Ottawa dans le cadre du Sommet. «Je n'ai pas de raison de croire ça. Le Québec connaît très bien quel est son rôle comme membre associé», a expliqué le ministre canadien responsable de la Francophonie, Bernard Valcourt, en entretien.

«Avec le Nouveau-Brunswick [qui a droit aussi à une délégation], l'expérience passée, c'est



JACQUES DEMARTHON AGENCE FRANCE-PRESSE

Le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, Abdou Diouf. Avec ses 80 millions d'habitants, la République démocratique du Congo, pays hôte du Sommet, est le pays le plus peuplé du monde à avoir le français comme langue officielle.

que [le Québec] s'est toujours conformé au protocole et l'entente qui est conclue entre le Canada et ces provinces-là, qui sont représentées à l'OIF. Je n'ai pas de raison de croire que M<sup>me</sup> Marois va vouloir déroger à ça.»

M<sup>me</sup> Marois aura l'occasion de s'exprimer devant les pays membres en séance plénière. Selon M. Lisée, la première ministre québécoise, vraisemblablement la seule femme chef de gouvernement qui sera présente au Sommet, risque fort bien de profiter de cette tribune pour livrer un discours portant sur les droits des femmes.

Si la question des droits de la personne est souvent indissociable de telles réunions, cette année, elle s'impose plus que jamais, alors que le pays hôte ne peut se targuer d'un bilan impeccable en la matière. Les dernières élections en RDC, en novembre 2011, qui ont mené à la réélection de Joseph Kabila, ont

été entachées d'irrégularités et de fraudes. Le président français François Hollande a même jonglé avec l'idée de boycotter le Sommet. Des violences continuent par ailleurs de faire rage dans l'est du pays — dont les femmes sont les premières victimes —, et Kinshasa ne parvient pas à apaiser les tensions.

Tant Ottawa que Paris ont promis d'exprimer haut et fort leurs inquiétudes devant la violation des droits de la personne, et leur souhait d'assister à des réformes en RDC, notamment pour la commission électorale.

«Il est certain que la légitimité démocratique du président actuel n'est pas avérée, c'est le moins qu'on puisse dire», a convenu M. Lisée, ajoutant que «l'un des leviers de la francophonie pour la démocratie» est justement le choix de la nation hôte des sommets.

D'ailleurs, pour le ministre Bernard Valcourt, le Sommet pourrait être qualifié de réussi

si l'ensemble de l'Organisation internationale de la francophonie, mais surtout la RDC, s'engage à prendre des mesures concrètes pour respecter les valeurs de l'organisation, comme la bonne gouvernance et la paix.

Le ministre Valcourt aimerait également voir adoptée la position canadienne sur l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, notamment lorsque l'exploitation minière est associée aux conflits dans le monde.

Cette année, le Sommet se tient sur le thème des «enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale». Il s'agira du quatrième Sommet de la francophonie pour Stephen Harper.

La Presse canadienne

Lire aussi | Le Canada au Sommet de la Francophonie. La guerre, c'est la paix. Page A 7

## Abdou Diouf vante l'engagement du Québec

MICHEL DOLBEC  
à Paris

À quelques jours de l'ouverture du Sommet de Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC), le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf, vante la constance de l'engagement francophone du Québec.

À l'OIF, on tient pour acquis que le retour des souverainistes au pouvoir ne modifiera pas les équilibres au sein de la famille francophone, où le Québec parle de sa propre voix. «Il y a une constance [québécoise] par rapport à la Francophonie. Je dis toujours que si tout le monde était aussi engagé que le Québec, la Francophonie se porterait beaucoup mieux», a déclaré M. Diouf en entrevue à La Presse canadienne.

L'ancien président du Sénégal, qui avait accueilli le troisième Sommet en 1989 à Dakar, a côtoyé plusieurs premiers ministres québécois dans sa longue carrière. Mais comme Bernard Landry a quitté le pouvoir en 2003 quelques mois seulement après sa nomination à titre de secrétaire général, c'est essentiellement avec Jean Charest qu'il a travaillé, à la faveur d'un «compagnonnage extraordinaire».

De la même manière, Abdou Diouf s'attend à entretenir de «très bons rapports» avec M<sup>me</sup> Marois, qui a «toujours fait preuve de beaucoup d'engagement en faveur de la Francophonie». Ils se sont d'ailleurs vus en juillet dernier à Montréal, deux mois avant les élections.

La première ministre entreprendra sa visite à Kinshasa mercredi, pour une série de rencontres préparatoires de différentes instances francophones. Pendant le sommet, en fin de semaine, elle doit notamment faire une intervention sur la défense des français.

À Kinshasa, en effet, les pays membres de l'OIF adopteront pour la première fois une politique de promotion et de défense de la langue française dans le monde. Étrangement, ils ne s'étaient jamais entendus sur la nécessité de le faire, même si cela semble couler de source. Le débat est désormais tranché.

«La seule plus-value incontestable de la Francophonie, c'est la langue française», dit Abdou Diouf en citant Léopold Senghor, père de la Francophonie. «Il ne faut surtout pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis. Nous avons une langue en partage, mais si on la laisse mourir à petit feu, à la fin, nous ne serons plus unis par rien. Quelle sera alors notre légitimité?»

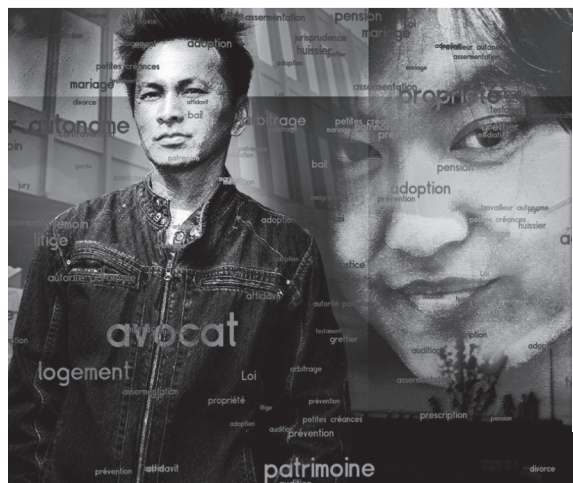
Un sommet compliqué

Les discussions des chefs d'État et de gouvernement francophones risquent toutefois d'être occultées par la situation intérieure en RDC (voir autre texte). Ce sommet a été «très complexe» à organiser, reconnaît Abdou Diouf, qui n'ignore pas que «les différents observateurs ont porté un jugement négatif» sur le déroulement des élections.

Le secrétaire général défend cependant la décision de maintenir la rencontre des dirigeants francophones.

«Ce n'est pas comme si on rendait une visite officielle d'État au président de la RDC. C'est une réunion institutionnelle de la Francophonie qui se tient dans un de ses pays membres. Ce qui est le plus important, c'est la substance du sommet. De voir également comment il permettra d'améliorer la situation de la gouvernance, de l'État de droit et des droits de l'homme en RDC», conclut le numéro un de la Francophonie.

La Presse canadienne



Votre magazine d'information juridique

## LE DROIT DE SAVOIR

Ce soir : Le droit et la navigation commerciale

Tous les mardis 20 h

POUR TOUT SAVOIR : WWW.CANALSAVOIR.TV

COPRODUCTION :

Barreau  
du Québec

Télé-Québec

SUR LES ONDES DE :

canal  
SAVOIR

PARTENAIRES MÉDIAS : LE DEVOIR 101.5 Radio-Montréal

Élections 2012  
L'affrontement Obama Romney

Série d'événements organisée par l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM



usa2012.uqam.ca

2012 sous la loupe des médias : le regard des journalistes québécois	Et le monde dans tout cela ? 2012 et la politique étrangère américaine	Qui gagnera le 6 novembre ?	Les résultats du 6 novembre : constats, leçons et conséquences
Des journalistes québécois font part de leur expérience terrain aux États-Unis	Comment le scrutin de 2012 modifiera-t-il l'action internationale des États-Unis ?	À quelques jours du vote, nos experts se risquent à un pronostic	Au lendemain de l'élection présidentielle américaine, quels défis attendent Washington ?
Mercredi 10 octobre, 18h	Mercredi 17 octobre, 18h	Jeudi 1 <sup>er</sup> novembre, 18h	Jeudi 8 novembre, 18h
AUDITORIUM DU CENTRE D'ARCHIVES DE MONTRÉAL Édifice Gilles-Hocquart 535, av. Viger Est Montréal Berri-UQAM	AUDITORIUM DU CENTRE D'ARCHIVES DE MONTRÉAL Édifice Gilles-Hocquart 535, av. Viger Est Montréal Berri-UQAM	AUDITORIUM DU CENTRE D'ARCHIVES DE MONTRÉAL Édifice Gilles-Hocquart 535, av. Viger Est Montréal Berri-UQAM	AUDITORIUM DU CENTRE D'ARCHIVES DE MONTRÉAL Édifice Gilles-Hocquart 535, av. Viger Est Montréal Berri-UQAM

Inscription gratuite et obligatoire en ligne [www.dandurand.uqam.ca](http://www.dandurand.uqam.ca)  
Renseignements : 514-987-6781 | [chaire.strat@uqam.ca](mailto:chaire.strat@uqam.ca)

#EtatsUnis2012  
@RDandurand  
@EtatsUnis\_2012

# ACTUALITÉS

## Le triangle scalène



CHANTAL HÉBERT

La première ministre Pauline Marois, qui fait son entrée sur la scène internationale au Sommet de la Francophonie cette semaine à Brazzaville, va devoir composer avec un triangle Québec-France-Canada inédit, à l'image d'un rapport de force différent de celui qu'ont connu ses prédécesseurs péquistes.

Dans un premier temps, alors que le dernier passage au pouvoir du PQ s'était déroulé en parallèle avec le règne de Jacques Chirac — un président de droite — l'interlocuteur français de M<sup>me</sup> Marois, François Hollande, est de gauche et socialiste.

Fait encore plus rare, ce n'est pas un premier ministre fédéral québécois qui est responsable de donner la réplique du Canada dans les échanges avec la France et un gouvernement du Québec souverainiste.

Mais cela ne veut pas dire que la dynamique actuelle désavantage Stephen Harper. Dans le nouveau triangle scalène des relations entre Paris, Québec et Ottawa, la portion du périmètre politique du premier ministre conservateur se compare plus qu'avantageusement à celle de ses interlocuteurs québécois et français.



Le premier ministre Harper dirige incontestablement le plus solide des trois gouvernements en présence. Son parti est bien en selle à la Chambre des communes. Avec trois ans à courir d'ici le prochain scrutin fédéral, il n'est même pas encore à la mi-mandat. Il a le temps de voir venir.

Pour des raisons différentes, la qualité du mandat de ses interlocuteurs — lesquels sont tous les deux, par comparaison à Stephen Harper, des chefs de gouvernement néophytes — est nettement plus incertaine.

Le socialiste François Hollande navigue avec difficulté dans une tourmente économique qui a déjà englouti sa cote de popularité. Elle est en chute libre seulement quelques mois après son arrivée à l'Élysée. En marge de l'impopularité circonstancielle de certaines mesures d'austérité, c'est l'aptitude du nouveau gouvernement à gérer le jeu que bien des Français remettent de plus en plus ouvertement en cause. En attendant, M. Hollande est un président sous haute surveillance.

De son côté, Pauline Marois vient d'hériter du plus faible mandat de l'histoire récente du Québec. Personne, y compris la première ministre, ne peut jurer de la longévité de son gouvernement minoritaire, mais tout le monde s'entend pour croire qu'il ne durera pas quatre ans.

En prime, 60% de l'électorat québécois vient de voter pour des partis qui ne souscrivent pas au projet souverainiste — une réalité qui rend aléatoire la tenue d'un éventuel référendum et abstraite la question du rôle de la France dans cette démarche.

D'autre part, sur toile de fond de branle-bas préréférendaire en Écosse et de poussée autonome en Catalogne, l'éclairage européen actuel sur la question québécoise n'est pas nécessairement à l'avantage du projet souverainiste.

Dans les circonstances, l'intérêt de François Hollande à se mettre en froid avec le Canada et à faire des vagues dans les cercles européens en multipliant les manifestations de solidarité à l'égard du mouvement nationaliste québécois est limité.

D'autant que, dans l'immédiat, le projet qui préoccupe le plus les trois gouvernements est celui de la négociation, très avancée, d'un traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne. Or, sur ce front, tout indique qu'Ottawa et Québec semblent voués à continuer de s'entendre.

« Je ne manquerai aucune occasion de dire du mal du Parti libéral, mais, cette fois-ci, je dois dire que le rapport de négociation qui nous a été donné respectait ce que nous considérons comme étant l'intérêt québécois », déclarait à ce sujet le ministre aux relations internationales, Jean-François Lisée, en marge d'une rencontre avec la communauté d'affaires la semaine dernière.



Cela dit, ce premier test sur la scène internationale de Pauline Marois en est également un pour le premier ministre Harper. Jusqu'à présent, il s'est montré nettement moins porté aux guerres de drapeaux que ses prédécesseurs libéraux. On verra à l'usage si l'arrivée du PQ au pouvoir le fera changer d'attitude.

Mais dans tous les cas de figure, l'époque où Ottawa pouvait circonscrire les relations internationales du Québec à des questions afférentes à la langue et la culture, et par extension à l'éducation, est révolue.

Pendant ses années au pouvoir, le gouvernement libéral de Jean Charest n'a pas compté beaucoup de points sur le front interne du fédéralisme, mais il a considérablement avancé les pions du Québec sur l'échiquier international, en particulier en matière d'environnement et d'économie. Et il a entraîné d'autres provinces à faire de même.

Du point de vue québécois, cela signifie que la gestion de la relation France-Québec doit désormais se faire avec un œil sur d'autres capitales européennes, en particulier Berlin et une Allemagne devenue encore plus incontournable à la faveur de la crise qui secoue la zone euro.

La Francophonie a longtemps été la table principale autour de laquelle le Québec affirmait son identité internationale. C'est moins le cas aujourd'hui.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star. [chebert@thestar.ca](mailto:chebert@thestar.ca)

## ÉTUDE SUR LES INÉGALITÉS

# Davantage d'impôt pour les mieux nantis, demande l'Institut Broadbent

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Pauline Marois et Ed Broadbent, même combat? A tout le moins en matière d'impôt des mieux nantis. Car à l'heure où le gouvernement Marois tente de faire passer la pilule d'une hausse de l'impôt des personnes gagnant plus de 130 000\$ par année, l'Institut Broadbent lancera mardi un appel en faveur d'une discussion nationale sur les taux d'imposition supérieurs pour lutter contre les inégalités croissantes au pays.

Dans un document qui sera dévoilé en matinée et que *Le Devoir* a consulté lundi, le *think tank* de gauche dirigé par l'ancien chef du NPD propose que le « *taux d'impôt réel augmente au fur et à mesure que les revenus augmentent* », de manière à lutter contre les inégalités économiques et sociales qui se creusent depuis une vingtaine d'années au Canada.

Le document *Vers un Canada plus juste* rappelle que « *l'objectif de nos gouvernements de réduire l'impôt [dans les dernières années] a augmenté l'inégalité en réduisant les investissements sociaux compensateurs. De manière paradoxale, souligne-t-on, l'impôt des bien nantis a été beaucoup plus réduit que celui de la classe moyenne* », notamment à cause du taux d'imposition des gains en capital. « *Nos politiques publiques ont exacerbé le problème des inégalités* », estime l'Institut.

Créé dans la foulée de l'élection du 2 mai 2011, l'Institut Broadbent estime qu'une « *imposition personnelle progressive qui considère les traitements et le revenu d'investissement de manière égale devrait être au centre du système fiscal global* ». L'organisme juge que le temps est venu pour une « *discussion importante sur les taux d'imposition supérieurs appropriés* ».

L'étude soutient que « *des taux d'imposition plus élevés pour les salariés à revenu très élevé sont probablement le moyen le plus efficace d'aborder le fait que le revenu du groupe de 1% des bien nantis augmente aux dépens du revenu de tous les autres groupes, et que les taux d'imposition supérieurs aujourd'hui sont certainement beaucoup moins élevés qu'ils ne l'étaient il y a 20 ans* ».

Durant la course au leadership du NPD l'an



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'Institut Broadbent veut réduire les inégalités sociales au Canada.

dernier, le candidat Brian Topp — soutenu par Ed Broadbent — avait proposé de créer un nouveau palier d'imposition pour les contribuables gagnant plus de 250 000\$. Thomas Mulcair avait toutefois milité contre cette idée, qui entrerait selon lui dans les « *vieilles ornières* » néodémocrates.

Au Québec, le débat est lancé depuis l'élection du gouvernement Marois: la première ministre entend créer deux nouveaux paliers d'imposition (130 000\$ à 250 000\$, et plus de 250 000\$). La mesure servira à compenser les pertes de revenus découlant de l'abolition de la taxe santé — des modifications aux crédits d'impôt pour dividendes et des déductions partielles applicables sur les gains en capital sont aussi prévues.

L'Institut Broadbent propose des mesures qui pourraient servir à combattre les inégalités: lutte contre l'évasion fiscale, imposition des très grands héritages, révision des réductions d'impôt des grandes entreprises, introduction d'un impôt sur les transactions financières et d'« *écotaxes* ».

Dans la préface du document, Ed Broadbent rappelle que « *les spécialistes de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du Conference Board du Canada ont indiqué que nous sommes devenus, au cours de la dernière génération, une société plus inégale et divisée. Les revenus du groupe de 1% des bien nantis ont explosé, tandis que les salaires de la classe moyenne stagnent depuis plus de 30 ans* ».

Il en découle, selon lui, « *des répercussions profondes sur la qualité de notre démocratie, la durabilité de notre société et de notre environnement, et notre bien-être individuel et social, ainsi que sur la stabilité et la performance économiques à l'échelle nationale et internationale* ».

L'étude dresse un historique de la croissance des inégalités, mais ne propose pas de « *programme politique détaillé* » pour répondre aux défis posés, l'intention étant d'ouvrir la réflexion.

Le Devoir

## Informations budgétaires: Page pourrait faire appel aux tribunaux

Ottawa — Un affrontement important entre le directeur parlementaire du budget et le gouvernement conservateur du premier ministre Stephen Harper se dessine à l'horizon.

Kevin Page a imposé un ultimatum à des responsables de 56 ministères et agences fédéraux, leur donnant jusqu'à mercredi pour fournir de l'information sur les réductions de dépenses et les économies comprises dans le budget fédéral.

Dimanche, il a indiqué, pendant l'émission *Question Period* du réseau CTV, qu'il transposerait cette lutte pour obtenir des informations devant les tribunaux, si nécessaire. « *Les informations que nous réclamons sont en fait essentielles pour que les députés puissent accomplir leur travail*, a-t-il dit. *Si nous ne pouvons pas obtenir ces informations de la part des ministres, nous devons peut-être exiger plus de clarté, mais cela n'a jamais été notre première option. Nous pourrions aller jusqu'aux tribunaux, si cela est requis* ».

Le ministre du cabinet conservateur chargé des compressions budgétaires, le président du Conseil du Trésor Tony

Clement, veut cependant que M. Page recule sur cette question.

En entrevue à l'émission *The House*, à la radio de la CBC, M. Clement a fait savoir que M. Page agissait selon lui en dehors de son mandat, un argument qu'il serait prêt à reprendre devant un juge. « *Lorsque vous observez les mots décrivant son mandat — les finances, les estimations et les tendances de l'économie nationale —, il ne s'agit pas des sommes qui sont économisées, mais plutôt de l'argent dépensé* », a affirmé M. Clement.

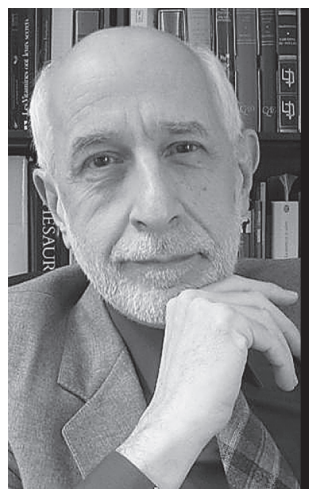
Il a ajouté que le gouvernement était redevable au Parlement en vertu des estimations budgétaires, des rapports tri-

mestriels ministériels et des documents d'intérêt public. M. Page a toutefois rétorqué à CTV que l'argent qui n'est pas dépensé est parfois aussi important que les sommes qui sont investies. « *Nous croyons que nous agissons clairement à l'intérieur de notre mandat. Et il est très important d'examiner l'austérité* », a-t-il souligné.

La Presse canadienne



Kevin Page



Congédié ?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

## Un divorce ?

M<sup>e</sup> Michel Houle, avocat  
514-845-5545

11 novembre 2012

Élection Montréal

[ville.montreal.qc.ca/election](http://ville.montreal.qc.ca/election)

ÉLECTION PARTIELLE • DIMANCHE 11 NOVEMBRE 2012

## AVIS DE RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE

Avis est donné aux électeurs du district de Rivière-des-Prairies de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles que :

1. La liste électorale est déposée aux archives de la Ville de Montréal le 9 octobre 2012. Elle fera l'objet d'une révision avant de servir à l'élection partielle.

2. Pour être électeur et avoir le droit d'être inscrit sur la liste électorale, toute personne doit :

- être une personne physique
- être âgée de 18 ans ou plus le 11 novembre 2012 et, au 25 septembre 2012, être de citoyenneté canadienne
- ne pas être en curatelle
- ne pas être frappée d'une incapacité prévue par la loi

Toute personne doit de plus remplir l'une des conditions suivantes :

- être domiciliée sur le territoire du district de Rivière-des-Prairies de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles au 25 septembre 2012, et au Québec depuis au moins le 25 mars 2012; ou
- être propriétaire unique d'un immeuble situé sur le territoire du district de Rivière-des-Prairies de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles depuis au moins le 25 septembre 2011 et avoir transmis une demande écrite d'inscription au Bureau du président d'élection; ou
- être occupant unique d'un établissement d'entreprise situé sur le territoire du district de Rivière-des-Prairies de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles depuis au moins le 25 septembre 2011 et avoir transmis une demande écrite d'inscription au Bureau du président d'élection.

Dans le cas d'un immeuble appartenant à des copropriétaires indivis ou d'un établissement d'entreprise occupé par des cooccupants, seul le copropriétaire indivis ou le cooccupant désigné au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou des cooccupants ayant le droit de vote, a le droit d'être inscrit sur la liste électorale comme propriétaire de l'immeuble ou

occupant de l'établissement d'entreprise. Cette procuration doit être transmise au Bureau du président d'élection.

Une personne qui est un électeur à plus d'un titre ne peut être inscrite sur la liste électorale qu'à un seul de ceux-ci, selon l'ordre de priorité suivant :

- à titre de personne domiciliée
- à titre de propriétaire unique d'un immeuble
- à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise
- à titre de copropriétaire indivis d'un immeuble
- à titre de cooccupant d'un établissement d'entreprise

Nul ne peut être inscrit à plus d'un endroit sur la liste électorale.

— IMPORTANT —

Dans le cas d'une demande d'inscription d'une personne domiciliée sur le territoire du district de Rivière-des-Prairies de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, la personne qui fait cette demande auprès d'une commission de révision doit préciser l'adresse précédente du domicile de la personne dont l'inscription est demandée et présenter deux (2) documents l'identifiant, l'un confirmant son nom et sa date de naissance, et l'autre son nom et l'adresse actuelle de son domicile.

Vous pouvez consulter la liste électorale et présenter des demandes d'inscription, de radiation ou de correction à la commission de révision, à l'endroit ainsi qu'aux dates et aux heures suivantes :

MAIRIE D'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES

7380, boulevard Maurice-Duplessis (entrée sur René-Descartes), Montréal

DIMANCHE 14 OCTOBRE	12 H 30 À 17 H 30
LUNDI 15 OCTOBRE	17 H À 22 H
MARDI 16 OCTOBRE	14 H 30 À 17 H 30
MERCREDI 17 OCTOBRE	14 H 30 À 17 H 30
JEUDI 18 OCTOBRE	14 H 30 À 20 H 30
VENREDI 19 OCTOBRE	14 H 30 À 20 H 30
SAMEDI 20 OCTOBRE	12 H 30 À 17 H 30
DIMANCHE 21 OCTOBRE	FERMÉ
LUNDI 22 OCTOBRE	12 H 30 À 17 H 30

Montréal, Le 9 octobre 2012

Yves Saindon, avocat  
Président d'élection

514 872-VOTE (8683)  
[ville.montreal.qc.ca/election](http://ville.montreal.qc.ca/election)

## ACTUALITÉS

## Les caisses de retraite doivent s'adapter

Selon un sondage, quatre régimes sur dix s'interrogent au sujet des cinq prochaines années

FRANÇOIS DESJARDINS

Quatre caisses de retraite sur dix doutent sérieusement de pouvoir atteindre leurs objectifs de rendements au cours des cinq prochaines années, indique un sondage réalisé auprès de 92 gestionnaires de régimes canadiens.

Les résultats du sondage, coordonné par une filiale de Fidelity Investments nommée Pyramis, surviennent dans un contexte particulier: alors que les marchés boursiers tentent encore de retrouver le sommet touché avant la crise de 2008, les taux d'intérêt continuent d'être très faibles.

Frappés de plein fouet, les régimes de retraite à prestations déterminées — qui garantissent aux futurs retraités un revenu fixe et prévisible quelle que soit la performance des marchés d'ici là — sont de plus en plus coincés.

«La volatilité des marchés et les faibles rendements ont eu un impact sur les régimes à prestations déterminées et diminuent l'espoir d'atteindre un objectif annuel de 6%», peut-on lire dans le rapport de la partie canadienne du sondage. «C'est un chiffre très optimiste lorsqu'on tient compte du fait que ces régimes ont obtenu des rendements de seulement 3% sur cinq ans.»

Le principal indice de la Bourse de Toronto a connu une hausse d'à peine 3,9% depuis le début de l'année. Sur cinq ans, ce qui inclut la crise de 2008-2009, il est en baisse de 12,8%.

Pour assurer leur avenir, des régimes sont tentés de revoir leur stratégie. Ainsi, 22% des régimes ont l'intention de placer davantage d'argent dans des créneaux «non liquides», comme l'immobilier et les sociétés privées.

Les régimes canadiens semblent plus pessimistes que ceux au sud de la frontière (l'enquête a aussi été menée ailleurs dans le monde). Selon le sondage, seulement 29% des caisses américaines ne pensent pas pouvoir atteindre leurs objectifs de rendements au cours des cinq prochaines années, contre 51% en Europe.

## Régimes sous-financés

Il y a deux mois, l'agence de notation torontoise DBRS a écrit que les régimes à prestations déterminées vont lentement disparaître sur une quarantaine d'années. Après examen de 450 régimes nord-américains, DBRS a estimé que plus des deux tiers d'entre eux sont sous-financés par «une marge importante».

Et la semaine dernière, la firme-conseil Aon Hewitt a af-



LUCY PEMONI ASSOCIATED PRESS

Les futurs retraités n'auront peut-être pas des pensions aussi dorées que celles de leurs prédécesseurs.

firmé qu'à la fin du troisième trimestre, le ratio de solvabilité médian se situait à 68%, une légère amélioration par rapport à 66% cet été. Dans ce contexte, de nombreux employeurs ont préféré tout simplement en limiter l'accès au fil des ans ou convertir carrément la caisse en régime à cotisations déter-

minées, qui n'offre aucune garantie pour les futurs retraités.

Selon le sondage de Pyramis, 63% de l'ensemble des régimes sont présentement offerts aux nouveaux employés. Toutefois, d'ici un à trois ans, 25% des régimes ne le seront pas.

Le sondage mondial a été réalisé avec Asset Internatio-

nal aux États-Unis, avec le Canadian Institutional Investment Network au Canada et avec le quotidien londonien *Financial Times* en Europe et en Asie. Les répondants gèrent des actifs totalisant 5000 milliards de dollars.

Le Devoir

MONTRÉAL

## Un béluga aurait été aperçu dans le Vieux-Port

JESSICA NADEAU

Le Réseau québécois d'urgences pour les mammifères marins tente de confirmer la présence d'un béluga dans le Vieux-Port de Montréal.

Il s'agirait d'une «première», affirme le coordinateur du Réseau et directeur des programmes de recherche du GREMM, Robert Michaud, qui tente toujours de valider l'information. «Nous avons reçu un appel nous informant qu'un plaisancier avait vu un béluga dimanche après-midi près du Quai de l'horloge dans le Vieux-Port de Montréal.»

Selon lui, l'information est «assez fiable», même si elle n'a pas encore été validée par des observateurs d'expérience. «La description ressemble assez à un béluga pour qu'on ait considéré l'information comme fiable», précise Robert Michaud. L'information est d'autant plus intéressante qu'un béluga a été vu il y a environ trois semaines à Québec par un observateur aguerris.

La nouvelle de cette surprenante observation dans le Vieux-Port a été communiquée aux partenaires du Réseau à Montréal à qui l'on a demandé d'ouvrir l'œil.

Si d'autres observations viennent appuyer celle-ci, une équipe de patrouilleurs sera dépêchée pour valider et documenter le phénomène.

Un animal qui se retrouve aussi loin de son aire de répartition naturelle n'est pas nécessairement en difficulté, précise le biologiste, mais il «risque de rencontrer des pièges auxquels il n'est pas habitué et de faire des erreurs de navigation».

Cette «observation inhabituelle», qui reste toutefois à confirmer, pourrait être en lien avec les importants problèmes de santé qui affligent les nouveau-nés ces dernières années, croit Robert Michaud.

Le Devoir

## Assainissement de Shannon pour 2015

La Défense nationale prévoit, en 2015, l'assainissement de la nappe phréatique contaminée au trichloréthylène (TCE) qui s'écoule depuis la garnison Valcartier vers la municipalité de Shannon et le secteur Val-Bélair, au nord de Québec. L'opération d'envergure s'étirera sur une quinzaine d'années, selon *Le Soleil*. Aux limites de la base militaire, des puits permettront de capter l'eau polluée par le TCE, un dégraissant industriel cancérigène qui circule dans la nappe phréatique à partir des terrains de l'armée. Le nettoyage se fera sur place, à la surface, puis l'eau nettoyée sera rejetée dans la Jacques-Cartier. Une rencontre avec les résidents et les divers ordres gouvernementaux est prévue pour novembre.

La Presse canadienne

## Enquête sur le droit au logement

Une commission populaire itinérante sillonnera les 17 régions administratives du Québec au cours des prochaines semaines afin d'enquêter sur le droit au logement. L'organisateur de cette consultation, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), souhaite démontrer que les problèmes de logements sont bien présents et variés, et qu'ils exigent une intervention plus importante de leur part. Le coordonnateur du FRAPRU, François Saillant, indique que le gouvernement de Stephen Harper a réduit ses investissements et que le gouvernement provincial, même s'il a promis de construire 3000 logements par année en cinq ans, n'en fait pas assez pour la demande qui ne cesse de croître. La tournée s'amorcera le 12 octobre au Nunavik.

La Presse canadienne

Desjardins & Cie

Les leaders en affaires font confiance aux experts de Desjardins.

Desjardins & Cie

C'est tout Desjardins qui appuie les entreprises.

desjardins.com/entreprises

Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

Bell est une marque de commerce de Bell Canada. Cirque du Soleil est une marque détenue par Cirque du Soleil et employée sous licence.

## ACTUALITÉS

## Une usine d'engrais agricole pour Bécancour

Le projet est d'une valeur de 1,2 milliard

JESSICA NADEAU

Bécancour passera du nucléaire à l'engrais agricole. L'annonce de la nouvelle usine d'urée sera officialisée mardi par les partenaires de cette nouvelle construction, soit le gouvernement du Québec, la Coop fédérée et un géant d'engrais indien.

L'Indian Farmers Fertiliser Cooperative (IFFCO), dont le siège social est basé à Mumbai, compte investir un minimum de 200 millions dans ce projet d'une valeur totale de 1,2 milliard.

La compagnie a annoncé, le mois dernier, qu'elle avait trouvé un emplacement idéal pour son usine d'engrais à Bécancour, dans le Centre-du-Québec. Elle a choisi de s'installer dans le parc industriel, où elle pourra bénéficier des installations portuaires et du gazoduc pour l'approvisionnement énergétique.

Le président de l'IFFCO, U.S. Awasthi, affirmait dans l'India Times, en septembre dernier, qu'il espérait « obtenir les autorisations environnementales d'ici deux ou trois ans » et que la production pourrait débuter d'ici 2017-2018.

Son partenaire québécois, la Coop fédérée, qui se targue d'être le « plus important fournisseur de semences et de fertilisants » au Québec, s'est engagé à disposer d'une grande partie de l'urée qui sera produite à l'usine de Bécancour.

Québec avait déjà annoncé, pour sa part, qu'il investirait un montant maximal de 5 millions.

Les discussions entre les trois partenaires ont finalement abouti et ces derniers

comptent rendre publics tous les détails de la transaction mardi.

Tant du côté du Parti québécois que de la Coop fédérée, on a refusé de donner plus de détails sur la nouvelle usine lundi, à la veille de la conférence de presse.

« Au terme d'une négociation de plusieurs mois, la Coop fédérée annonce son partenariat avec la coopérative indienne de fertilisant agricole IFFCO dans la concrétisation d'un projet menant à la construction prochaine d'une usine canadienne de production d'urée à Bécancour », s'est contenté de faire savoir Ben Marc Diendérée, porte-parole de la coop fédérée.

### Gentilly-2

La fermeture de Gentilly-2 sera également à l'ordre du jour des libéraux mardi, alors que le chef de l'opposition officielle et député de Saint-Laurent, Jean-Marc Fournier, rencontre le comité d'action stratégique pour Gentilly-2. Des députés libéraux rencontreront la presse pour rendre compte de la réunion matinale.

La semaine dernière, le nouveau gouvernement péquiste a annoncé la fermeture de la centrale nucléaire de Gentilly-2. Cette décision, qui respecte les conclusions d'Hydro-Québec, a été vivement critiquée par les citoyens qui craignent les pertes d'emplois. Selon Radio-Canada, la nouvelle usine d'engrais agricole emploiera 500 travailleurs pour la construction et 200 pour la suite des opérations.

Le Devoir



Un pâturage de bœufs, près d'une usine de XL Foods, en Alberta

## L'ACIA ne songe pas à poursuivre

L'agence procédera à une évaluation détaillée de l'usine XL Foods

JESSICA NADEAU

L'agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) n'envisage pas de poursuivre la compagnie XL Foods malgré les lacunes qui ont été constatées à l'usine, entraînant sa fermeture temporaire en lien avec la contamination à l'E. Coli.

« On ne peut pas spéculer à cet égard-là, mais les conditions pour entamer des poursuites sont généralement fondées sur une malfeasance volontaire, ce qui n'est pas le cas ici », a soutenu Richard Arseneault, directeur du programme des viandes à l'ACIA lors d'une conférence téléphonique lundi.

Les documents de l'ACIA portant sur les mesures correctives à apporter par XL Foods précisent que l'agence dispose « d'un certain nombre d'options selon la nature du problème », dont la poursuite. Dans ce cas-ci, l'ACIA estime que cette ultime mesure ne sera pas nécessaire. « L'établissement est fermé, on lui a enlevé sa licence d'opération », précise Martine Dubuc, chef de la salubrité des aliments du Canada pour l'ACIA. « Ça fait partie des mesures que l'on peut utiliser lorsque l'établissement ne se conforme pas aux standards de l'agence, et c'est ce qui a été mis en place. »

Un certain nombre de correctifs ont été demandés par l'ACIA, qui avait observé notamment « des lacunes au chapitre des techniques et des procédures d'échantillonnage », de même que des « problèmes d'entretien général ».

L'ACIA procédera dès mardi à une évaluation détaillée de l'établissement pour déterminer si

ces lacunes ont été corrigées.

« Les inspecteurs de l'ACIA vérifieront les conditions sanitaires des aires d'abattage et de transformation de l'établissement », a précisé Martine Dubuc. L'ACIA s'assurera que les mesures préventives permettront de gérer efficacement les risques associés à l'E. Coli une fois que l'établissement reprendra ses activités. »

L'usine restera néanmoins fermée pour la période d'évaluation. Il est trop tôt pour envisager une éventuelle date de reprise des activités à l'usine 38 de XL Foods en Alberta, estiment les responsables de l'agence, qui confirment néanmoins que la demande d'évaluation, en vue d'une réouverture, émane de l'entreprise.

À Montréal, le propriétaire de la Maison du rôti, Michel Legrand, croit que cet épisode fera grand tort au commerce. « Le bœuf va être boudé pendant quelque temps, les boucheries seront moins bien vues. Ce n'est bon pour personne ce genre de crise. »

Diane Saint-Vincent, propriétaire des Fermes Saint-Vincent au marché Jean-Talon, déplore elle aussi cette perte de confiance des consommateurs. Mais pour la productrice de viande biologique, les affaires sont bonnes. « Nos ventes ont augmenté d'environ 5 % depuis jeudi. Certains viennent en attendant que la crise soit réglée, mais un certain nombre de nouveaux clients resteront. C'est juste dommage que cela émane d'un problème de cette envergure. »

Le Devoir

## Le Nobel de médecine à deux généticiens

Le prix Nobel de médecine 2012 a été décerné lundi à Stockholm à un Britannique et à un Japonais pour leurs travaux sur les cellules souches prouvant qu'elles pouvaient créer tous types de tissus du corps humain en se passant d'un embryon.

Le biologiste John Gurdon, 79 ans, et le médecin et chercheur Shinya Yamanaka, 50 ans, ont obtenu le prix grâce à leurs recherches sur la reprogrammation nucléaire, une technique qui permet de transformer des cellules adultes spécialisées en cellules souches non spécialisées. Grâce à leurs avancées, ces cellules remplacent avantageusement les cellules souches embryonnaires, qui posent des problèmes éthiques. Les deux généticiens étaient désignés dans la presse comme les grands favoris.

M. Yamanaka « ne mérite pas qu'un prix Nobel de médecine, mais aussi un Nobel d'éthique », a estimé Julian Savulescu, professeur d'éthique à l'université d'Oxford. Le choix du comité Nobel a été salué par le « père » de la brebis clonée Dolly, le Britannique Ian Wilmut, qui a souligné un « travail important et innovant ».

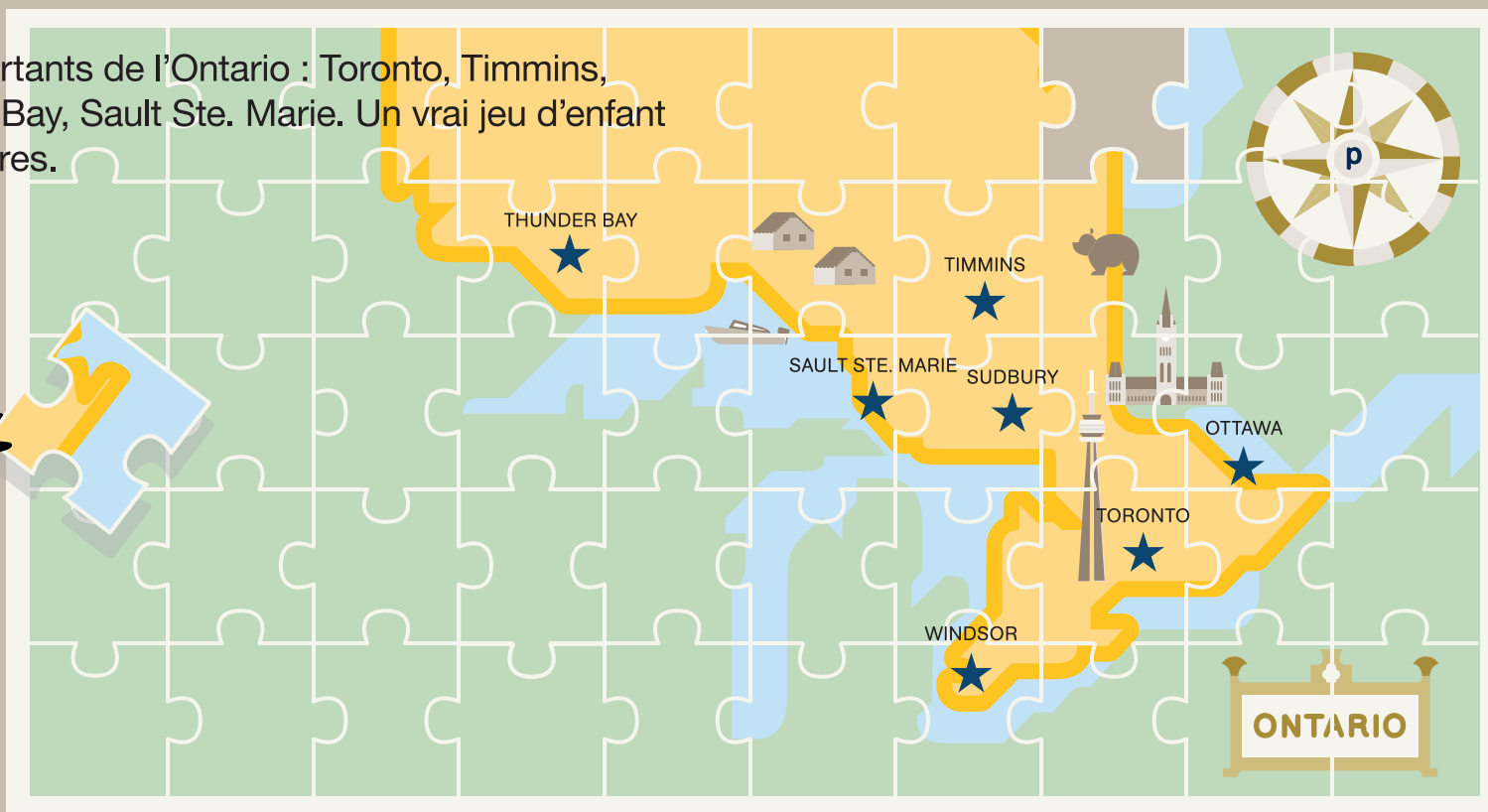
Le comité a indiqué les avoir récompensés pour avoir découvert que « les cellules adultes peuvent être reprogrammées pour devenir pluripotentes [capables de se différencier en plusieurs types de cellules] ». « Leurs découvertes ont révolutionné notre compréhension sur la manière dont les cellules et les organismes se développent », a indiqué le comité.

Agence France-Presse

porter  
raffinée sur toute la ligne

## L'Ontario à la carte sans vous casser la tête.

Porter dessert tous les centres importants de l'Ontario : Toronto, Timmins, Sudbury, Ottawa, Windsor, Thunder Bay, Sault Ste. Marie. Un vrai jeu d'enfant pour vos voyages de loisirs et d'affaires.



Vols au départ de Montréal. Réservation avant le 10 octobre. Tarifs aller simple incluant les taxes, les surcharges et les frais obligatoires\*.

HALIFAX 2 par jour <b>214 \$</b> Taxes et frais compris	TORONTO 17 par jour <b>132 \$</b> Taxes et frais compris	SAULT STE. MARIE <b>252 \$</b> Taxes et frais compris	ST. JOHN'S <b>280 \$</b> Taxes et frais compris	SUDBURY <b>219 \$</b> Taxes et frais compris	THUNDER BAY <b>218 \$</b> Taxes et frais compris	TIMMINS <b>247 \$</b> Taxes et frais compris	WINDSOR <b>235 \$</b> Taxes et frais compris	BOSTON <b>255 \$</b> Taxes et frais compris
BURLINGTON, VT À partir du 15 décembre <b>297 \$</b> Taxes et frais compris	CHICAGO <b>276 \$</b> Taxes et frais compris	MYRTLE BEACH <b>350 \$</b> Taxes et frais compris	NEW YORK <b>245 \$</b> Taxes et frais compris	WASHINGTON Dulles <b>245 \$</b> Taxes et frais compris	<b>PRIX TOUT COMPRIS</b>			

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages.

flyporter.com

\* Réservez avant 10 octobre 2012. Voyagez avant le 28 février 2013. Ces tarifs ne sont pas en vigueur du 14 décembre 2012 au 6 janvier 2013. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Porter peut exiger un achat à l'avance dans certains marchés. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires. Ces montants peuvent aller jusqu'à 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. Les tarifs sont fonction de la disponibilité. Certaines conditions (incluant des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage, et les frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent changer sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Renseignez-vous auprès de Porter ou de votre agent de voyages. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

# ÉDITORIAL

LA FEMME TUNISIENNE...

## L'apartheid

Cela s'est passé en septembre. Au début du mois, une Tunisienne violée a été accusée d'avoir agüiché les mercenaires du viol. Plus tard, entre la Suède et l'Arabie saoudite, toutes les présences féminines ont été gommées du catalogue IKEA par des censeurs suédois. À la fin du mois, 1000 Nigériennes ont été parquées dans les environs de l'aéroport de Jeddah parce qu'elles comptaient faire le pèlerinage de la Mecque sans présence masculine. On fait l'impasse sur d'autres méfaits féodaux pour mieux retenir que là où l'islamisme est en force, l'apartheid des femmes l'est tout autant.

**I**l aura fallu un mois au président tunisien, Moncef Marzouki, avant qu'il ne compose des excuses de l'État à l'égard de la jeune femme ayant subi les assauts de policiers. Ici, on doit préciser et souligner que, depuis la victoire du parti islamiste Ennahdah aux élections, des Tunisiennes habillées à l'occidentale, des Tunisiennes non voilées, subissent régulièrement les agressions de policiers sans que ces derniers soient inquiétés. C'est comme si ces nouvelles autorités ayant conjugué leur programme politique avec le Coran leur avaient accordé un blanc-seing.

En fait, c'est à se demander si, n'eussent été les pressions internationales, et notamment celles des ONG, Marzouki aurait convenu de mettre en ordre ce qui était complètement à l'envers. Chose certaine, si les excuses ont été présentées, le parquet, au moment de mettre sous presse, n'avait toujours pas abandonné la poursuite faisant ainsi la preuve que le diable se cache bel et bien dans les détails. Quoi d'autre? Il faut savoir qu'en Tunisie les dirigeants et militants d'Ennahdah amorent des débats, alimentent des braises, en ayant comme objectif la réduction des droits accordés aux femmes. Ce but, ils le poursuivent avec d'autant plus de volonté, et parfois de rage, que, depuis 1956, la femme tunisienne jouit, contrairement à toutes les femmes du monde



SERGE TRUFFAUT

arabe, du statut d'égalité avec les hommes que des « affreux » laïcs leur avaient accordé. Ce faisant, on insiste, aux yeux des islamistes d'Ennahdah, les laïcs avaient adopté et imposé une loi et des valeurs conçues et observées sur l'autre rive de la Méditerranée.

Cette transposition d'une culture née dans un espace géographique habitée par des infidèles explique en partie un paradoxe, et non des moindres. Bizarrement, plus de Tunisiennes qu'on ne le pense ont épousé les visées comme le programme du parti religieux au pouvoir. Elles ont voté pour lui parce que la majorité d'entre elles ont eu un mari, un père ou un frère emprisonné par Ben Ali et ses prédécesseurs. Elles ont voté pour lui parce que ce parti a joué avec un certain doigté la carte du martyr. Et, comme on le sait, dans la religion musulmane, le martyr a un halo de sacré qui n'a pas d'équivalent dans les nations où le séculier est maître.

En Égypte également, le paradoxe évoqué à propos de la Tunisie a été constaté. Pour la majorité des hommes et des femmes de ce pays, le principe de l'égalité des sexes est considéré comme un vice hérité de l'ex-puissance coloniale de la région, soit le Royaume-Uni. Cette considération a accouché d'une réalité étrange: la démocratie et la soif de libertés ne vont pas obligatoirement ensemble. Au ras des pâquerettes, ce refus de l'égalité entre les deux sexes par la majorité de la population a eu pour conséquence, parmi d'autres, celle-ci: 73% des Égyptiennes sont opposées à la candidature d'une femme à la présidence. Passons à IKEA.

Par un effet boomerang dont le profit, et lui seul, a été le moteur, IKEA a convenu de soustraire la moitié du monde du catalogue destiné aux pétromonarchies. Avant de poursuivre, on soulignera que cette entreprise s'était distinguée antérieurement par l'exploitation d'enfants pour la fabrication d'une gamme imposante de produits. Cela étant, la multinationale du meuble a donc obéi aux diktats d'un pays qui, encore aujourd'hui, maintient la femme dans une condition qui se nomme par un un nom et un seul: l'esclavage.

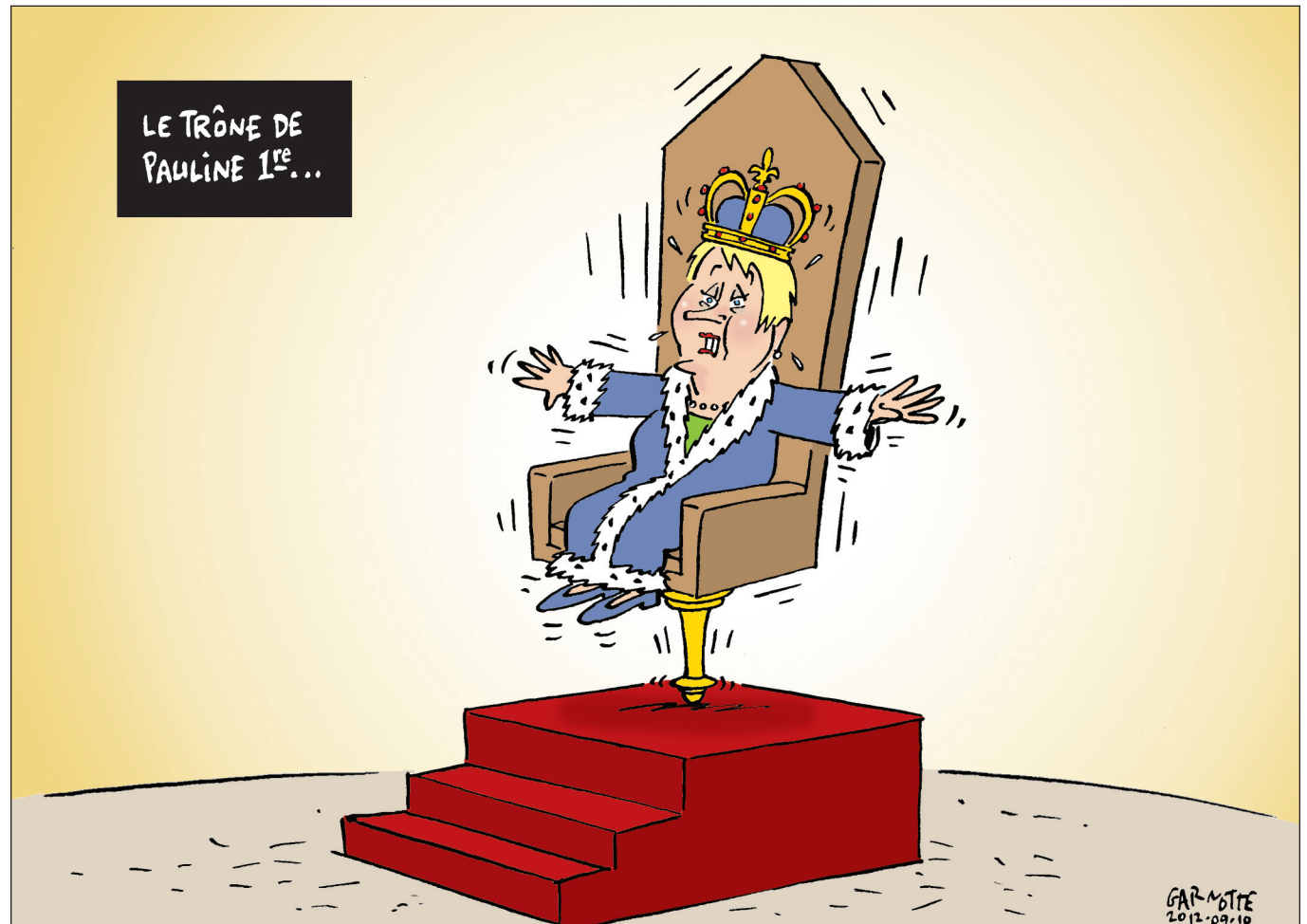
Pour s'en convaincre, il suffit de lire (on osera même conseiller de lire à jeun tant la matière aiguise le goût) l'étude consacrée par Human Rights Watch au sort des femmes en Arabie saoudite. C'est bien simple, sur tous les fronts de la vie publique, sur tous les flancs de la vie privée, la différence de « l'autre » est le sujet d'un apartheid de tous les instants. Et qui ne s'y conforme pas subit les foudres d'autorités enclines à la violence extrême.

Les épisodes évoqués ont ceci de vertigineux que les mots usuels pour qualifier leurs ravages nous semblent trop mous. Car chacun de ces épisodes s'avère une illustration au carré, une mise en relief par excellence du refus de la modernité. Une mise en relief de la haine éprouvée sous ces cieux pour l'idée même de progrès.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
 Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN  
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



REPRISE

## LETTRES

### L'école, ce bien commun

J'ai assisté au grand débat sur Une école pour tous, dans le cadre de la Semaine de l'école publique qui s'est déroulée du 30 septembre au 5 octobre. Le thème du débat était: les grands défis de l'école publique aujourd'hui. Je voudrais partager avec vous mon indignation.

Les panélistes du débat étaient Martine Desjardins, Lorraine Pagé et Guy Rocher. J'étais impressionnée par la présence de ces trois importantes personnes, grands défenseurs de la justice sociale en éducation. Pour moi, mère de trois enfants, scolarisés à l'école publique, récemment arrivée à Montréal, c'était un honneur d'assister à ce débat en leur présence.

Mais quelle surprise! Après avoir fait le constat du déclin de l'école publique par manque de financements publics, après avoir dénoncé le taux de décrochage scolaire tristement élevé à Montréal, après avoir réaffirmé la mission de cohésion sociale de l'école publique en dépit des origines sociales ou culturelles, les pistes de solution proposées pour valoriser et défendre l'école publique ont tourné autour de la construction d'une école patriotique et nationale pour préparer les citoyens du Québec de demain.

Quid des citoyens du Québec d'aujourd'hui? Quid des parents-citoyens, de toutes origines, qui ont l'éducation à cœur et l'école publique tatouée sur le corps? Nous, les parents de tous horizons, nous ne sommes pas des consommateurs d'école, nous ne sommes pas des clients, mais des citoyens prêts à nous lever pour défendre l'éducation! Mais à qui appartient l'école? Seulement aux syndicats enseignants québécois, aux décideurs poli-

tiques québécois, aux universitaires et penseurs québécois?

Moi, je crois que l'école est notre bien à tous et que, en tant que parents-citoyens, décideurs scolaires et enseignants, nous devons trouver un entendement commun pour défendre et valoriser l'école publique, autour de valeurs communes, peu importe notre origine.

Pour une école publique de qualité, mettons-nous ensemble autour de la table et écoutons ce que nous avons à partager.

**Judith Rouan, membre de Parents en action pour l'éducation**  
 Le 4 octobre 2012

### SNC-Lavalin intéressée par Gentilly-2?

Lorsque le chef intérimaire du PLQ, M. Jean-Marc Fournier, parle en faveur de la réfection de la centrale nucléaire de Gentilly-2, il devrait prendre un peu de recul et conserver une petite réserve, vu qu'il a occupé un poste de vice-président de SNC-Lavalin, avant d'être rappelé par Jean Charest, alors que son gouvernement connaissait une série de départs au sein de ses ministres.

Pour les gens du milieu, on sait tous et toutes que SNC-Lavalin convoite la réfection de Gentilly-2. Pour le moment, c'est le p.-d.g. d'Hydro-Québec qui s'est prononcé contre l'offre de SNC-Lavalin, et il s'est expliqué sur le sujet, ce sont eux qui étaient à Point Lepreau. Qui est le mieux placé que le p.-d.g. d'Hydro-Québec pour répondre à une question d'intérêt public?

**André Mainguy**  
 Longueuil, le 5 octobre 2012

### Saint Lino, priez pour nous

Quelle est la crédibilité d'un ancien entrepreneur qui tente de minimiser ses liens, bien qu'étroits, avec le clan Rizzuto et qui a été arrêté par la brigade Marteau pour corruption et collusion dans l'attribution de contrats à Boisbriand? Poser la question, c'est y répondre!

J'écoutais le témoignage de M. Zambito lorsqu'il a déclaré qu'un montant de 3% de la valeur des contrats était versé au parti Union Montréal du maire Gerald Tremblay. Il n'a jamais été capable de répondre clairement de qui venait cette information, comment ce pourcentage a été convenu, quel entrepreneur avait la mission de verser ce montant au parti du maire et qui du parti du maire récoltait lesdits montants.

À mes yeux, les déclarations de M. Zambito, qui tente de lier le politique au crime organisé, sont fortuites et n'ont aucune valeur. Il est plus facile de prétendre, sans preuve à l'appui, que des sommes étaient versées à des politiciens qu'incriminer des membres influents du crime organisé.

Alors avant de tirer des conclusions, d'exiger des démissions et de faire des choux gras des déclarations-chocs d'un ancien entrepreneur qui a fait faillite et qui est accusé de corruption, attendons d'entendre les autres témoignages.

Le problème des commissions d'enquête publique comme la commission Charbonneau est qu'elles laissent place à n'importe quelles déclarations qui sont prises au pied de la lettre, comme si ces déclarations étaient la vérité absolue descendue du ciel (sic).

**Joe D'Aprano**  
 Le 2 octobre 2012

## LIBRE OPINION

## L'effet domino de l'immigration à Montréal

MICHEL PAILLÉ

Démographe et auteur d'une étude sur Les caractéristiques linguistiques de la population du Québec (OQLF, 2011)

**L'**élection d'un gouvernement minoritaire, le 4 septembre dernier, a rapidement conduit les analystes à soupeser les chances du gouvernement Marois de faire adopter certains aspects de son programme. La question linguistique n'a pas fait exception.

Par-delà les divers éléments du programme électoral du nouveau gouvernement en matière de langue — petites entreprises, cégeps, « écoles passerelles », etc. —, certains commentateurs ont rapidement évoqué un facteur démographique lourd de conséquences: l'étalement de la population montréalaise, surtout de langue française, dans la couronne métropolitaine.

Préoccupé par l'intégration des immigrants, le politologue Louis Balthazar notait que « dans la mesure où les immigrants se retrouvent entre eux [...], il y a bien peu de chances qu'ils s'intègrent » (Le Devoir, 8 septembre 2012). D'où cette question: « Comment voulez-vous que les immigrants s'intègrent à la majorité si cette majorité n'est plus visible autour d'eux? »

Rappelons que Marc V. Levine (Université du Wisconsin) voyait justement dans « la tendance à la baisse du nombre de résidents de langue fran-

çaise [...] un signe avant-coureur de la « défrancisation » de l'île et de la région » (La reconquête de Montréal, 1997).

Allant au-delà des motifs invoqués pour expliquer l'étalement urbain (« la circulation, les ponts, les taxes, le prix des maisons »), Normand Cusson rappelle les deux solitudes linguistiques qui « vivent en parallèle sans jamais se toucher ». Il va jusqu'à avancer que « les francophones abandonnent Montréal de guerre lasse, incapables qu'ils ont été d'y poser leur empreinte après un demi-siècle de Révolution tranquille » (Le Devoir, 12 septembre 2012).

Or, contrer l'étalement de la population autour de Montréal ne se ferait pas en claquant des doigts. C'est une tâche d'autant plus herculéenne qu'aux divers facteurs évoqués par Normand Cusson s'ajoute l'effet domino de l'immigration internationale.

Il y a près de 20 ans, le sociologue français Raymond Breton (Université de Toronto) a examiné la réaction des populations d'accueil à l'arrivée de nouveaux venus. Il a illustré son propos en faisant un parallèle avec le monde des affaires: « Si une entreprise [...] recrute plusieurs nouveaux membres, [...] il est fort possible que les nouveaux soient définis comme étrangers et même comme usurpateurs par les « anciens »

qui en étaient venus à considérer l'entreprise [...] comme leur entreprise. [...] S'ils sont nombreux relativement aux anciens, leur seule présence risque de remettre en question la culture d'entreprise et la façon d'organiser le travail » (« L'appartenance progressive à une société: perspectives sur l'intégration socioculturelle des immigrants », Gouvernement du Québec, Actes du Séminaire sur les indicateurs d'intégration des immigrants, Montréal, 1994).

Fort de ces observations, M. Breton a poursuivi son parallèle ainsi: « Cette description s'applique aux relations entre immigrants et natifs dans un milieu social quelconque. Si les natifs se sentent menacés dans leurs habitudes, leurs façons d'utiliser les institutions et les espaces publics, d'éduquer leurs enfants, bref, s'ils se sentent « envahis », ils chercheront à laisser ce milieu: ils déménageront en banlieue, ils changeront de travail, ils placeront leurs enfants dans une école privée, etc. »

D'aucuns suggèrent d'implanter une politique ayant pour but de contrer l'étalement de la population montréalaise vers ses banlieues. Or, bien que ce phénomène soit connu depuis des lustres, nul n'a encore vu l'ombre d'un commencement d'une intention politique à cet égard.

**Assurer la pérennité du fait français à Montréal ne doit pas se limiter à revoir la loi 101**

## IDÉES

LE CANADA AU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE À KINSHASA

## La guerre, c'est la paix

ALAIN DENEAULT

Auteur avec William Sacher de Paradis sous terre, Comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale (Écosociété)

**C**est conforté par les contradictions de sa novlangue (dixit George Orwell, 1984) que le premier ministre canadien Stephen Harper se présentera au Sommet de la Francophonie à Kinshasa, en République démocratique du Congo, la semaine prochaine.

M. Harper a déjà indiqué aux autorités congolaises, sans sourciller, qu'elles devaient engager des actions en faveur de la démocratie et du respect des droits de la personne. Cette posture de commandement consistera encore une fois pour Ottawa à couper court aux légitimes interrogations qui sont entretenues de toute part sur les responsabilités historiques d'entreprises canadiennes et du gouvernement canadien dans le conflit des Grands Lacs africains ayant fait par millions des victimes au Congo entre 1996 et 2003.

## Les faits, les sources

Au début des années 1990, le pouvoir du kleptocrate Joseph Mobutu vacille. Celui qui avait régné en maître absolu pendant plus de trente ans sur le Congo (ex-Zaïre) en ponctionnant allégrement les budgets des sociétés d'État dans le secteur minier se voit lâché par ses anciens soutiens, notamment la Belgique, la France et les États-Unis. Mis sous pression par la Banque mondiale, il ouvre alors à la privatisation le secteur minier. L'aire d'exploration de 82000 km<sup>2</sup> qu'il concède alors à la société aurifère canadienne Barrick Gold fait écarquiller les yeux. Justin Kankwenda, un temps adjoint au Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les Grands Lacs, présente cette entente dans un de ses livres comme le signal envoyé au monde à savoir que tout est désormais à prendre au Congo.

Il s'ensuivra le déclenchement d'un conflit autour du contrôle des ressources minières, sanglant et traumatisant pour tout un peuple. Au dire du Haut Commissariat sur les droits de l'homme quant aux violations des droits fondamentaux au Congo pendant cette période (le rapport « Mapping » de 2010), des groupes rebelles armés et des représentants d'intérêts gouvernementaux se sont fait la guerre pour sécuriser les gisements, qu'ils concédaient ensuite à des sociétés privées précisément pour financer la poursuite de leur guerre.

Un autre rapport onusien sur la question, publié celui-là en 2002, cite neuf sociétés minières ayant un lien d'inscription au Canada, par exemple l'AMFI, Banro et First Quantum Minerals, parce qu'elles contreviendraient aux principes directeurs de l'OCDE en matière éthique destinés aux multinationales.

Dans la foulée de productions onusiennes, le Parlement congolais à peine sorti des secousses de la guerre a créé au milieu des années 2000 une commission chargée d'étudier les contrats signés en temps de guerre, et conclut dans son rapport, signé par son président Christophe Lutundula, un nombre impressionnant d'ententes outrancièrement inégales signées par des sociétés privées et l'État en



Un travailleur dans une mine de cuivre de la République démocratique du Congo. Le Canada n'a jamais donné suite à ces demandes du rapport d'experts mandatés par l'ONU en 2002, qui recommandait aux États d'enquêter sur les sociétés soupçonnées d'avoir profité du pillage des ressources au Congo pendant la guerre.

guerre entre 1996 et 2003. Ces contrats ultra-avantageux concernent plusieurs sociétés canadiennes, celles que cite l'ONU par ailleurs de même qu'Anvil et Emaxon notamment. Certaines ont ratifié ces ententes à partir de leurs filiales dans les paradis fiscaux.

Une Commission de « re-visitation » des contrats miniers a ensuite été mise en place pour avaliser un certain nombre de ces contrats en les restructurant superficiellement, éfarouchée de déplaire aux investisseurs étrangers.

## Enquêtes

Parmi les sources onusiennes mentionnées plus haut, le rapport d'experts mandatés par le Conseil de sécurité de l'ONU du 16 octobre 2002 (S/2002/1146) recommandait aux États d'enquêter sur les sociétés soupçonnées d'avoir profité du pillage des ressources au Congo pendant la guerre. Il ajoute sans équivoque aucune : « Les principes directeurs de l'OCDE offrent en outre un mécanisme qui permet de porter à l'attention des gouvernements des pays d'origine, c'est-à-dire des pays où ces entreprises sont enregistrées, les violations, par elles, de ces principes. Les gouvernements dont la juridiction s'exerce sur ces entreprises se rendent coupables de complicité en ne prenant pas les mesures correctives nécessaires. » Les experts onusiens ajoutent qu'ils n'ont pas eux-mêmes les prérogatives requises pour mener à bien de telles enquêtes.

Or, le Canada n'a jamais donné suite à ces demandes. Il a tout au plus gagné du temps en organisant des Tables rondes consultatives avec différents acteurs concernés, sur le mode stérile de la bonne gouvernance. Le « consensus »

qui en est sorti n'a abouti à rien, sinon qu'à la nomination à Ottawa d'un « conseiller en éthique » privé de tout pouvoir, conférant ainsi au Canada son rôle de paradis réglementaire et judiciaire du secteur minier mondial. Aujourd'hui, 75% des sociétés minières choisissent de s'enregistrer dans le cadre législatif canadien parce qu'il est avantageux pour elles, à maints égards, dans leurs opérations à l'extérieur de nos frontières.

## Un Canada néocolonial

Les Québécois et Canadiens mus par des convictions éthiques en sont au même point que l'étaient les Européens à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Tout concourt à empêcher l'identification pourtant impérative des responsables des graves souffrances infligées à tout un peuple. À l'époque de la domination coloniale belge au Congo, un simple gestionnaire qui n'y avait jamais mis les pieds, le Britannique Edmund Dene Morel ainsi que le pamphlétaire étatsunien George Washington Williams avaient soulevé les premières interrogations sur les sévices commis par des Européens dans ce pays africain riche en ressources, soutenant des hypothèses graves à partir du croisement de sources et de documents variés. Le diplomate Roger Casement avait ensuite confirmé ces allégations dans le cadre d'une enquête diligentée par le gouvernement britannique. Aujourd'hui, au Canada, une telle enquête n'a toujours pas eu lieu. On se trouve plutôt face à un gouvernement rétrograde qui cherche par tous les artifices d'une propagande d'inspiration coloniale à s'arroger le rôle du grand frère démocrate auprès du Congo, alors que la pression devrait en réalité peser sur lui.

ÉDITION

## Rétablir la vérité des éditions Les Allusifs

BRIGITTE BOUCHARD

Éditrice

**J**e souhaite réagir à l'article « Les éditions Les Allusifs déclarent faillite » signé par Jean-François Nadeau et publié le 2 octobre dernier. La teneur de cet article appelle une réponse, moins pour réagir à des propos qui ne méritent aucune attention que pour rétablir la vérité d'une maison d'édition que j'ai portée depuis sa création en 2001.

Les Allusifs, ce n'est pas Gallimard. Ce n'est pas Leméac non plus. Mais c'est tout de même un catalogue de près de 100 titres, récompensés par de nombreux prix, lus et aimés par des milliers de lecteurs, au Québec comme en Europe.

Les Allusifs, ce sont des auteurs tels que Maya Angelou, David Alhahari, Svetislav Basara, Roberto Bolaño, Jean-François Beauchemin, Horacio Castellanos Moya, Sophie Divry, Mavis Gallant, Eveline Mailhot, André Marois, Goran Petrovic, Stanley Péan, Sylvain Trudel, Antonio Ungar, Tecla Werbowska, et tant d'autres.

Les Allusifs, c'est aussi onze ans de travail acharné, motivé par un amour inconditionnel de la littérature, onze ans de batailles pour garder mon indépendance, onze ans de prises de risques (en créant la collection 3/4 Polar, ou en enrichissant le catalogue de livres illustrés).

## Accompagnement et fidélité

Être éditeur, c'est accompagner les œuvres le plus loin et le plus longtemps possible. C'est une question d'engagement et de fidélité auprès de personnes souvent exceptionnelles : écrivains, traducteurs, libraires, représentants, illustrateurs, designers graphistes, journalistes, attachés culturels, attachées de presse, diffuseurs...

S'en tenir à la littérature, sans distinction de langue ou de culture. Les Allusifs ne se sont pas cantonnés à la seule littérature québécoise, voire canadienne. D'excellents éditeurs s'intéressent à nos auteurs et à eux seuls. Les Allusifs ont choisi toute la littérature, qu'elle s'enracine dans le sud de l'Amérique, dans les Balkans ou ailleurs. Ne laissons à personne le droit de sous-entendre que publier (ou lire) un auteur « étranger » est une infidélité faite à son pays!

Ce sont les lecteurs qui font vivre les livres. La nécessité pour un éditeur québécois d'élargir le lectorat en s'ouvrant sur l'Europe — et la France tout particulièrement —, de s'y faire connaître, d'y faire aimer ses auteurs, est aujourd'hui indiscutable. C'est un tour de force que Les Allusifs ont réussi. Quitte à s'y épuiser, non pas en courant les cocktails comme certaines âmes mal intentionnées le laissent entendre, mais en se dépensant du matin au soir en contacts, téléphones, services de presse, réunions de libraires par monts et par vaux.

## Jeter l'éponge

J'ai longtemps cherché un repreneur pour Les Allusifs. Un an de négociations délicates, à essayer de minimiser les dégâts. Un groupe d'édition avait proposé de racheter la part de Leméac. Toutes les dettes, autant celles des auteurs que celles de Leméac et des autres, auraient alors été réglées. Malheureusement, des procédures trop fastidieuses ont fait échouer les négociations avec ce partenaire éventuel.

Aujourd'hui, Les Allusifs jettent l'éponge. Je suis contrainte, comme tant d'autres éditeurs, d'abandonner ma maison. Une maison que j'ai créée et que j'ai défendue du mieux que j'ai pu. Je laisse un catalogue qui, à lui seul, dira ce que j'ai fait pour les œuvres et la littérature.

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## DÉBAT LINGUISTIQUE

## En réponse à mes détracteurs

STEPHEN A. JARISLOWSKY

Président de Jarislowsky Fraser Limitée

**M**on idée de motiver tous les Québécois à savoir parler anglais a donné naissance à beaucoup de discussions parmi les lecteurs du Devoir depuis la publication de mon texte « Le Québec est devenu un "État ermite" » le 21 septembre dernier.

Toutefois, je note que personne ne s'est adressé à moi directement de façon négative à cause de mes opinions. J'accepte donc de débattre, car nous vivons dans une démocratie où seuls la pensée et le débat peuvent nous faire progresser de façon rationnelle. À l'intention de mes détracteurs, j'ai quelques questions à poser.

Si la formation universitaire est gratuite au Québec et que la langue des sciences et des affaires est l'anglais, est-ce que les étudiants de niveau collégial ne devraient pas être bien versés dans l'utilisation de la langue anglaise? Si l'anglais est la langue mondiale, et non pas l'espéranto, chaque étudiant universitaire ne devrait-il pas être capable de l'utiliser? La parler et l'écrire?

Si nous voulons donner à tous les Québécois tous les outils pour tirer le meilleur parti de leurs vies, est-ce que l'anglais n'est pas une

langue que nous devrions apprendre pour ne pas nous sentir exclus et afin que tous les Québécois francophones puissent sentir qu'ils ont droit à l'ensemble du Canada?

Est-ce que le fait qu'on puisse apprendre l'anglais est opposé à notre capacité de parler le français? Est-ce que notre capacité de parler deux langues n'est pas notre passeport vers le monde et le reste du Canada? Est-ce que ça peut nous conduire vers de plus grands avancements et un meilleur potentiel de bénéfices, tout en nous assurant d'occasions plus significatives pour nos emplois?

Est-ce que le fait de connaître l'anglais est un désavantage pour un francophone? Est-ce que le fait de contraindre son apprentissage contribue à l'économie du Québec?

## Parler le français, entre autres

Je n'ai commencé à parler l'anglais que depuis 1941, mais le français depuis 1937. J'ai toujours conservé cette capacité de parler le français, mais je suis aussi fier et heureux de converser dans cinq langues!

J'ai pu profiter d'une ouverture vers le monde! Pourquoi la dénier aux autres?

L'opinion selon laquelle le français est en danger au Québec est un « mythe » et la langue anglaise, qu'on le veuille ou non, est une langue

mondiale; nous sommes destinés à vivre dans ce monde. Deux langues sont meilleures qu'une au XXI<sup>e</sup> siècle, et plus que deux, c'est encore mieux! Cela ne veut pas dire que toute personne vivant au Québec ne doit pas parler le français aussi couramment que possible, et surtout ceux nés au Québec.

Je veux bien défendre le français, mais pas l'exclusion de la langue mondiale. Et surtout, il faut savoir parler anglais, car on vit au milieu d'un océan d'anglophones. Il faut donc parler deux langues, de même que dans tout autre pays, autre que là où l'anglais est la langue maternelle.

## Des précisions

En passant, le tarif maximum de Jarislowsky Fraser Limitée que nous avons facturé a été de 0,5% annuellement. Un lecteur du Devoir a mentionné 2%. Les honoraires de Jarislowsky Fraser depuis 1955 ont été parmi les plus faibles, sinon les plus faibles de l'industrie, et ont été réduits au fil des années, alors que nos comptes devenaient de plus en plus importants.

Je dois vous remercier de vos interventions. C'est la logique qui est à la base de la pensée! Un débat logique nourrit la compréhension. Descartes disait: « Je pense donc je suis. » Il n'a jamais dit: « Je ne pense pas et donc je ne suis pas. »

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé) ; information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters) ; information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre) ; information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre) ; information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Emilie Folie-Boivin (pupitre) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (commis internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; Karl Retino-Parazelli et Sohy Lambert-Racine (commis à la rédaction) ; DOCUMENTATION : Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bédard (Ottawa), Dave Noël (Québec) ; PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer (secrétaires) ; Jean de Billy, Jennifer (secrétaires) ; PRODUCTION : Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis, INFOBATEAU Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE : Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION : Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

## ACTUALITÉS



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

La première ministre Pauline Marois entourée de Pauline Green, présidente de l'Alliance coopérative internationale, et de Monique Leroux, présidente et chef de la direction du Mouvement Desjardins, lundi soir, à Québec, lors de l'ouverture du Sommet international des coopératives.

## MAROIS

SUIITE DE LA PAGE 1

allocution, a subi des attaques répétées au cours des dernières semaines en raison de sa volonté d'augmenter les contributions fiscales des Québécois qui gagnent chaque année plus de 130 000 \$. Sur le plateau de l'émission *Tout le monde en parle*, l'ex-ministre des Finances Raymond Bachand a de nouveau attaqué le projet du Parti québécois dimanche. « Depuis quelques semaines, diviser la classe moyenne contre la classe des plus aisés, diviser les Anglais des Français, c'est une politique, actuellement, qui nous mène à un désastre économique », a dit M. Bachand, qui souhaite succéder à Jean Charest à la tête du Parti libéral du Québec.

Fait à noter, au Québec, les mieux nantis ont eu droit à des baisses d'impôt totalisant plusieurs milliers de dollars au cours de la dernière décennie. La mesure du nouveau gouvernement signifierait une augmentation, en moyenne, de quelques centaines de dollars. Les impôts des entreprises ont également reculé depuis dix ans au Québec.

Pauline Marois a par ailleurs profité de sa tribune lundi pour associer les valeurs de son parti à celles du mouvement coopératif. « Dans le même esprit que [le Mouvement] Desjardins, nous devons contrôler et dépenser et scrupuleusement chaque dollar qui nous est confié par les contribuables. Justice, solidarité, rigueur. Ce sont les valeurs du mouvement coopératif et ce sont celles de mon gouvernement. »

Elle a aussi rappelé que le Québec compte un

bassin important de coopératives et que celles-ci permettent de « faire grandir notre prospérité de manière durable ». Il existe plus de 2000 coopératives au Québec. Dans la seule Capitale-Nationale, elles sont plus de 350, a rappelé le maire Régis Labeaume lundi. Leur chiffre d'affaires total avoisine les 350 millions. Au Canada, on compte plus de 10 000 coopératives qui emploient 155 000 personnes et produisent un chiffre d'affaires de plus de 200 milliards.

Mais malgré leur importance économique, les coopératives ne bénéficieraient pas de toute la reconnaissance nécessaire, selon Monique Leroux, présidente et chef de la direction du Mouvement Desjardins. « Nous voulons que les gouvernements reconnaissent la pleine valeur du modèle coopératif, notamment en adoptant des lois en ce sens. » Elle a par la même occasion invité Québec et Ottawa à prendre acte des recommandations qui seront formulées en conclusion du sommet.

M<sup>me</sup> Leroux espère que cette première rencontre internationale, qui réunit 2800 délégués provenant de 91 pays, sera suivie d'autres sommets du même genre. Elle estime en fait qu'il serait souhaitable d'en faire un rendez-vous annuel, à l'image du Forum économique mondial de Davos.

## Sortir de l'économie des marchés

Ce sommet, qui se poursuit jusqu'à jeudi, accueille plusieurs personnalités bien connues, dont l'ex-secrétaire d'Etat des États-Unis, Madeleine Albright, le président et chef de la direction de la Caisse de dépôt, Michael Sabia, ou encore l'économiste et altermondialiste Riccardo Petrella. C'est ce dernier qui a prononcé la première conférence, lundi, en soirée. Il a invité le

secteur coopératif à contribuer à sortir le monde de « l'économie capitaliste des marchés ». « C'est possible, a-t-il affirmé, parce que l'économie capitaliste de marché n'est pas définitive. Ce n'est pas une création divine, c'est nous qui l'avons créée. »

« Plus de gens ont accès aux téléphones mobiles qu'à l'eau et les installations sanitaires de base, a-t-il illustré. Mais on ne peut pas accepter la pauvreté. C'est ça la coopération. C'est dire: "ton avenir est aussi le mien". Trois milliards de citoyens sont pauvres dans une économie qui se dit globale, performante et efficace. Que veut-on faire pour lutter contre la pauvreté extrême et l'exclusion? »

Avec la collaboration de Geneviève Tremblay  
Le Devoir

## Le président des jeunes du PQ prend du galon

Le président du Comité national des jeunes du Parti québécois, Alexandre Banville, obtient une promotion. Il quitte son poste pour aller travailler au sein du cabinet du nouveau ministre des Transports et des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault. Alexandre Banville avait été élu président de l'aile jeunesse du PQ le 28 janvier dernier. Il y militait depuis cinq ans. Il est originaire du secteur Jonquière, à Saguenay, tout comme le ministre Gaudreault.

La Presse canadienne

## HISTOIRE

SUIITE DE LA PAGE 1

vers le patrimoine matériel que s'anime notre mémoire des jours passés. Et quoi de plus familial que les produits distribués dans une épicerie de quartier? Dans son livre, Réjane Bougé évoque, par exemple, les billets verts de un dollar et ceux, orangés, de deux dollars, qui ont depuis disparu de la circulation et qu'elle classait autrefois avec sa mère. Ou encore le cirage à chaussures, aujourd'hui évacué de nos mœurs, qui permettait de redonner un semblant de vie à des chaussures autrement éculées. L'époque de la publicité de tabac Old Chum, c'est aussi celle où « tout le monde fumait, dans les années soixante, et où les enfants grandissaient au milieu d'épaisses volutes bleutées ».

Anachroniques, ces publicités murales té-

moignent également d'un rapport au temps complètement différent de celui d'aujourd'hui. Croyait-on vraiment, lorsqu'on a peint cette publicité de 1962 d'« entrecôte/rib steak, tout inclus/all trimmings, pour \$1,90 », que le prix du bœuf traverserait les décennies sans broncher?

Toutes ces réclames, qu'elles annoncent des assurances vie, des pianos, ou du Coca-Cola, témoignaient d'un féroce besoin d'améliorer son sort.

« Les publicités murales de ce livre nous renvoient, comme société, à une époque où tout semblait possible pour ceux qui trimaient fort: les gens s'achetaient un mieux-être qui, j'aime à le croire, n'était pas simplement synonyme d'une course éfrénée à la consommation, on comblait alors des besoins qui avaient été tellement réprimés », écrit Réjane Bougé. Selon elle, le pouvoir d'achat de la classe moyenne s'effrite désormais peu à peu comme la peinture de ces publicités de jadis.

Avant d'écrire ce livre, Réjane Bougé avait eu d'abord l'idée d'écrire un documentaire sur l'histoire de l'avenue du Mont-Royal, dans lequel elle aurait présenté des commerces qui y ont pignon sur rue depuis des générations. L'épicerie de ses parents a été depuis transformée en lavoir. Mais les fruiteries Valmont, seul endroit à l'époque où l'on trouvait des fruits et légumes frais, le magasin de souliers Tony Pappas, la bijouterie J. Omer Roy ou TyCoq BBQ en ont long à dire sur les transformations qu'a vécues le quartier. Aujourd'hui, Réjane Bougé vit dans Hochelaga-Maisonneuve. C'est le quartier où a grandi sa mère, dans une grande pauvreté, un quartier où l'épicerie ne serait retournée pour rien au monde. Un quartier qui vit aussi un nouvel embourgeoisement. « Les restaurants chics y côtoient les patateries », raconte-t-elle, en se demandant jusqu'où ces changements peuvent aller.

Le Devoir

Agence France-Presse

## OBAMA

SUIITE DE LA PAGE 1

qu'il fallait réserver ce poste à Rahm Emanuel, le chef de cabinet de Barack Obama. Et pourquoi donc? Parce que William Daley, frère du maire sortant et membre d'une puissante dynastie de politiciens chicagolais, convoitait le poste d'Emanuel à la Maison-Blanche. « Vous imaginez: dans la plus grande démocratie du monde, on s'échange ainsi les postes. C'est tellement antidémocratique! », s'indigne John MacArthur.

Bien entendu, Barack Obama est redevable à divers autres lobbys mais, selon le chroniqueur, « ça commence avec Chicago ». « Dès qu'Obama obtient la confiance de la machine, on le présente au beau monde de la finance. C'est comme ça qu'on commence à lever des fonds, on est présenté au p.-d.g d'Archer, Daniels Midland, ou de Commonwealth Edison. Or aujourd'hui, l'argent est bien plus important qu'il y a quarante ans. » Et ce sont les frères Daley qui ont présenté Obama à Emanuel, à David Axelrod et à Valerie Jarrett, lesquels sont devenus ses proches collaborateurs. « L'hôtel de ville de Chicago est toujours très lié à la présidence d'Obama », lance l'éditeur de Harper's.

Ce dernier reproche au président et à l'establishment démocrate d'avoir « ignoré » à peu près toutes les initiatives progressistes émanant de la base du parti, comme celle qui visait une restauration de la loi séparant les comptes

d'épargne des activités spéculatives des banques et celle qui prévoyait un relèvement du salaire minimum aux États-Unis.

Si Obama a raté l'occasion de pourfendre Mitt Romney lors du débat de mercredi dernier, s'il a offert une « performance timide, honteuse », c'est parce qu'il avait déjà raté, au début de son mandat, plusieurs occasions de faire adopter des projets vraiment progressistes, croit le chroniqueur. « S'il l'avait voulu, il aurait pu faire un effort bipartisan et vraiment réformer Wall Street, il aurait pu augmenter le taux d'imposition sur les gains de capital qui est à un niveau historiquement bas, mais ça n'a plus été possible après novembre 2010 » quand les républicains ont repris le contrôle de la Chambre des représentants, précise l'éditeur de Harper's, qui aime bien parser ses exposés de références à Zola, à Balzac ou aux Américains Henry Adams et Don DeLillo.

## Occasion ratée

« Je rêve toujours d'une alliance droite-gauche où les populistes anti-libre-échange et anti-Wall Street laisseraient tomber leurs disputes sur l'avortement et les grandes questions culturelles et coopèreraient sur des réformes plus importantes », ajoute John R. MacArthur. Il n'y a sans doute pas de précédents à ce genre de coalition large dans l'histoire américaine. En revanche, rappelle-t-il, « il y a eu deux grandes périodes de réforme au XX<sup>e</sup> siècle, celle de Franklin D. Roosevelt et de Lyndon B. Johnson, mais on avait affaire à des majorités démocrates écrasantes ».

Selon M. MacArthur, Obama avait quand même, en début de mandat, une occasion comparable à celle qui s'est présentée à Johnson en 1963. Dans les deux cas, le pays était « complètement traumatisé » (par l'assassinat de Kennedy en 1963 et par la crise financière en 2008) et « prêt à appuyer des changements importants ».

Obama a-t-il carrément renié des promesses? John R. MacArthur l'affirme sans hésitation. « Lors de la campagne en 2008, il avait promis de modifier l'ALENA pour protéger les ouvriers américains, rappelle-t-il. Il luttait contre Hillary Clinton dans les primaires de l'Ohio et du Wisconsin. En politique pratique, il avait compris que ça paraîtrait bien, dans ces États, de critiquer les accords promulgués par Bill Clinton. Après son investiture, il a annoncé que ce n'était plus nécessaire. Ensuite, il a signé des accords de libre-échange avec la Corée du Sud, la Colombie et la Panama. »

Alors, les deux grands partis américains, c'est « blanc bonnet, bonnet blanc »? « Il y a quelques différences, mais essentiellement entre les ailes des deux partis », répond M. MacArthur. L'aile gauche du parti démocrate a une plateforme un peu plus progressiste tandis que le parti républicain a une aile droite très radicale. Mais dans le grand centre, il y a très peu de différence. »

John MacArthur ne donne pas cher de cette aile gauche. « Si les républicains retiennent le contrôle de la Chambre des représentants, il y aura l'impasse et Obama dira qu'il ne peut rien faire. On va continuer notre parcours tranquille vers la droite, qui a commencé dans les années 1980 et qui

## CHÁVEZ

SUIITE DE LA PAGE 1

Cette nouvelle victoire d'Hugo Chávez, dirigeant charismatique qui se veut proche de ses électeurs, confirme qu'il continue de disposer d'un large soutien populaire, notamment chez les plus défavorisés, premiers destinataires des nombreux programmes sociaux qu'il a instaurés.

« La participation a été massive. Les secteurs les plus pauvres, ceux qui soutiennent le président, se sont déplacés en masse », confirme à l'AFP l'économiste et politologue Farith Fraija, proche du pouvoir.

Ce franc succès ne doit cependant pas masquer la percée sans précédent de l'opposition, de droite comme de gauche, parvenue à mobiliser presque la moitié du pays derrière un nom et un projet de libre entreprise de centre gauche radicalement distinct du « socialisme démocratique du XXI<sup>e</sup> siècle » du président.

À la précédente présidentielle, en 2006, plus de 25 points séparaient M. Chávez, 58 ans aujourd'hui, de son principal opposant d'alors, Manuel Rosales. Lundi matin, il n'avait « que » 10 points d'avance sur Henrique Capriles, de 18 ans son cadet.

## Un pays coupé en deux

Le président « ne peut oublier qu'il a face à lui et contre lui la moitié du pays. Le Venezuela est malheureusement coupé en deux. Un pays dans cette situation ne peut pas prospérer », estimait lundi matin dans son éditorial le journal d'opposition *Tal Cual*.

Réélu jusqu'en 2019 à la tête de ce pays disposant des principales réserves de pétrole de la planète, Hugo Chávez a tendu dimanche soir la main à l'opposition, lançant un appel à « l'unité nationale », malgré le clivage politique qu'il a créé et entretenu depuis sa première élection, fin 1998.

Preuve s'il en faut de cette partition, le Venezuela présentait lundi deux visages, ceux des supporters radieux du président et ceux des partisans de l'opposition dépités qui pour la première fois avaient cru dans les chances de leur poulain.

Aux premières heures du jour, lundi, la chaîne de télévision officielle VTV diffusait en boucle des images de la victoire du « Comandante Chávez », sur fond de musique festive.

« Je me sens vraiment heureux, parce que notre camarade Hugo Chávez Frias a entériné notre succès », se félicitait lundi José Quiroga, réuni avec d'autres partisans du président sur la place Bolívar de Caracas.

Dans les quartiers chics de l'est de Caracas, les rues étaient désertes, hormis la présence de quelques riverains abattus.

« Comment est-ce possible? Une telle ignorance. Regardez, ici, il n'y a personne, les gens sont très déprimés », s'est ainsi lamenté auprès de l'AFP Jesus Fajardo, un retraité interrogé dans le quartier aisé de Chacao, où certains commerces sont restés fermés. « On doit garder courage », renchérit une femme en l'entendant, avant de s'éloigner, les larmes aux yeux.

M. Capriles, qui a obtenu plus de six millions de voix dimanche, a promis à ses électeurs de ne pas les laisser seuls, signifiant certainement l'arrivée inédite sur la scène politique vénézuélienne d'un opposant clairement identifié au président Chávez.

Reste une inconnue, la santé du chef de l'État: soigné ces derniers mois pour un cancer qui l'a affaibli, Hugo Chávez a demandé dimanche soir à Dieu de lui prêter « vie et santé » pour continuer de « servir le peuple ».

À l'étranger, la gauche latino-américaine se félicite de cette victoire qui la renforce au niveau régional et rassure les nombreux partenaires bénéficiant de ses largesses pétrolières. À Washington, les États-Unis ont appelé le président anti-impérialiste revendiqué à « tenir compte » de ceux qui ont fait le choix de l'opposition.

Le Devoir

Agence France-Presse

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

**La rédaction**  
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3360

**Publicité**  
Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

**Avis publics et appels d'offres**  
Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel avisdev@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

**Petites annonces et publicité par regroupement**  
Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

**Abonnements** (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)  
Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-5967

**Agenda culturel**  
Au téléphone 514 985-3346  
Par télécopieur 514 985-3390